

Une situation « insupportable » pour les migrants

De plus en plus « difficile » et « insupportable ». Voilà comment la situation de l'immigration et de l'asile est qualifiée par les collectifs AUI-Alerte, Cisem et Migrants en Isère. Hier, les associations iséroises ont fait le point, à la Maison des associations de Grenoble. « Des milliers de personnes meurent pour venir en France, d'autres sont refoulées aux frontières », énumère Monique Vuaillet, de Migrants en Isère et l'Apardap. « Et pour des migrants qui sont en France depuis plusieurs années, leur titre de séjour n'est pas renouvelé. Beaucoup ont le sentiment qu'ils n'auront jamais de droits. »



Les associations du territoire dénoncent le manque de mesures prises par l'État pour les migrants et leurs « conditions de survie très difficiles ». Photo Archives Le DU.H.G.

« Nous sommes atterrés par le projet de loi »

Déjà indignées par la circulaire de Gérard Collomb de décembre 2017, qui instaure un contrôle des migrants dans les structures d'hébergement, le futur projet de loi sur l'immigration inquiète d'autant plus les associations. « Nous avons des espoirs dans cette nouvel-

le loi. Finalement, nous sommes atterrés », se désole Bernard Pouyet, coprésident de l'Apardap. « Le but n'est pas d'organiser l'accueil, mais de maîtriser les flux. Alors que le nombre de demandeurs d'asile est stable sur la longue durée et que seuls 30 à 35 % obtiennent un titre de séjour. On fait croire qu'on peut ex- clure, on fait de ces migrants

des "sans-droits". »

« Le but de cette loi est de raccourcir les demandes d'asile et faire des économies. La demande est faite sous pression, alors qu'il faut du temps aux pouvoirs publics pour travailler sur les demandes sérieusement », fait remarquer Denis Hatzfeld, de Migrants en Isère et AUI-Alerte.

Hélène GILLET

Des initiatives pour trouver des solutions

Les 2^{es} États généraux sont lancés sur le territoire. Les premiers s'étaient tenus à la MC2, en décembre 2016.

Dans un programme qui prévoit de s'étoffer et se détailler, les associations qui y participent imaginent déjà des initiatives diverses en direction du public, « notamment des rencontres entre les citoyens français et les accueillis, afin de casser les clichés », précise Monique Vuaillet. Les collectifs AUI-Alerte, Cisem et Migrants en Isère prévoient quant à eux une rencontre avec le public à l'auditorium du Musée de Grenoble, le 27 mars de 18 h à 23 h 30. « Sur une question, encore à définir, mais qui s'intitulerait "Quelle hospitalité pour les migrants ?" », envisage Monique Vuaillet. Et pour les États généraux nationaux des 26 et 27 mai, les collectifs réfléchissent à trouver un lieu à Grenoble, pour proposer des débats et des rencontres entre accueillis et citoyens français.

Sans oublier la fin de la trêve hivernale, le 31 mars. « Nous ferons sûrement un rassemblement quelques jours avant, à Grenoble, afin que les personnes hébergées cet hiver ne se retrouvent pas à la rue du jour au lendemain », annonce Jo Briant, de la Cisem.



Les collectifs AUI-Alerte, Cisem et Migrants en Isère ont fait le point sur les migrants en Isère et en France.

L'INFO EN +

QUELQUES CHIFFRES

AUI-Alerte a réalisé une étude, sur l'année 2016, afin d'estimer le nombre de personnes en grande précarité en Isère.

En ce qui concerne les demandeurs d'asile, le collectif évalue à 1 046 le nombre d'adultes primo-arrivants, venus en Isère. S'ajoutent 320 mineurs accompagnants, soit un total de 1 366 primo-arrivants en 2016 sur le département. Quant aux personnes déboutées du droit d'asile, leur nombre était estimé à 1 300.